

*Initiatives ministérielles*

continue plus de baisser comme il l'a fait depuis le début de cette décennie.

Cette diminution, je tiens à préciser, n'a pas commencé sous ce gouvernement. En fait, elle a commencé au moment des réformes législatives entreprises par le gouvernement précédent, à partir de 1977, mais surtout en 1982 et en 1983, avec le programme des six et cinq, qui a coûté des sommes considérables au système.

Si l'on considère les 9 milliards de dollars que les changements effectués par le gouvernement actuel ont coûté au système et qu'on ajoute à cela les 2 milliards de dollars que le gouvernement libéral avait retirés au financement des programmes établis, nous parlons d'une diminution nette de quelque 11 milliards de dollars des contributions que nous aurions dû recevoir du gouvernement au chapitre de l'enseignement postsecondaire. Il faut envisager la question dans le contexte de ce que le gouvernement a appelé son programme de prospérité.

Monsieur le Président, vous vous souvenez, j'en suis sûr, car je sais que cette annonce vous avait alors autant enthousiasmé qu'elle le fait aujourd'hui, que le gouvernement fédéral avait promis de quadrupler le nombre de stagiaires formés au Canada de façon à égaler au moins le niveau de formation atteint dans l'industrie aux États-Unis, lequel est considérablement moins élevé qu'en Europe, et surtout en Allemagne.

Il a annoncé son objectif, assez ambitieux, de doubler le nombre de scientifiques, d'ingénieurs et de mathématiciens. Il avait promis de réduire à néant le taux d'analphabétisme fonctionnel qui était de 20 p. 100 dans la population canadienne. Il avait promis, et nous avions applaudi à cette recommandation, que 90 p. 100 des étudiants finiraient leurs études secondaires.

Cette mesure législative et le dernier budget d'ailleurs ne sont que le prolongement d'une politique diamétralement opposée à celle qu'on nous avait promise.

Nous étions tout disposés à pardonner au gouvernement ses échecs passés s'il nous avait donné la moindre raison de croire qu'à partir de l'exercice 1992-1993, il allait s'attacher résolument aux questions de l'éducation et de la formation qui constituent, nous a-t-on dit ou du

moins laissé entendre, l'assise du programme de prospérité du gouvernement.

Les néo-démocrates ont beaucoup de mal à digérer la bouillie idéologique de droite que nous sert le gouvernement fédéral dans son programme de prospérité, mais ils comprennent sans mal que, si l'on veut avoir une économie à valeur ajoutée productrice d'emplois pour les Canadiens et créatrice de richesse, il faut absolument créer des débouchés pour tous nos compatriotes, et cela par la formation, l'éducation et l'acquisition de compétences.

En somme, la création de richesse dépend de l'ingéniosité, de la créativité et de la capacité d'innover que les Canadiens ont à profusion quand on leur donne la chance d'y donner libre cours.

Qu'on prenne l'exemple du FPE ou celui du budget global de formation, le gouvernement a retranché 200 millions de dollars du programme de formation de la Planification de l'emploi. Il faut bien comprendre que ce programme s'adresse aux jeunes chômeurs qui, dans bien des cas, ne trouvent pas de travail parce qu'ils n'ont pas les compétences requises.

Le gouvernement conservateur se targue de comprendre l'importance de la formation et de l'éducation. Depuis son arrivée au pouvoir, pourtant, les dépenses publiques globales à ce chapitre ont diminué considérablement.

On constate une baisse. Les chiffres sont là pour le prouver. Entre 1986-1987 et 1991, le coût de la vie a augmenté de 25,5 p. 100 dans l'ensemble, tandis que le total des contributions du gouvernement sur le chapitre de l'éducation et de la formation n'a augmenté que de 6,5 p. 100. C'est scandaleux!

• (1640)

C'est tragique quand on pense aux principes fondamentaux en cause et aux conséquences de cette tendance pour notre pays et sa capacité de créer la richesse permettant à nos citoyens de prospérer.

Le gouvernement actuel pense qu'il faut d'abord avoir la richesse pour se doter ensuite de programmes sociaux satisfaisants, alors qu'en fait, si l'on n'a pas de programmes sociaux satisfaisants, on n'a pas la moindre chance de créer de la richesse. Le programme social clé dans ce